

# L'ONU EN ACTION

Date de programmation: juin 2008

Programme n°1135

Durée: 4'51"

Langues: anglais, français, espagnol et russe

# LES GUARANI LUTTENT POUR LEURS DROITS EN BOLIVIE

# VIDEO AUDIO

#### **NARRATION:**

MONTAGNES DANS LA BRUME /
INES FAIT DU FEU ET PORTE DE
L'EAU

§1. Il est 4 heures et demie du matin. Après avoir travaillé toute sa vie, Ines Ribero se trouve à 72 ans dans une pauvreté misérable. Comme ses parents avant elle, elle a passé sa vie en esclavage en travaillant longtemps sans salaire dans une ferme de propriété privée. (15.5")

## INES RIBERO (en espagnol):

INES RIBERO À L'ÉCRAN

« Il faisait encore nuit quand nous allions au travail le matin. Il nous fallait travailler jusqu'à 8 ou 10 heures du soir. » (8")

### **NARRATION:**

INES PRÈS DU FEU

§2. Quand elle était petite, Ines raconte qu'elle devait travailler dans la cuisine de la propriété et qu'elle avait toujours peur du propriétaire de la maison. (6.5")

#### INES RIBERO (en espagnol):

INES RIBERO À L'ÉCRAN

« J'avais 8 ans – une petite fille! Une fois, nous étions en train de planter des graines et il a dit que nous le faisions mal. Il nous a alors emmené dans la maison et il nous a battues – comme si nous étions des chiens, il nous a battues. » (17")

#### **NARRATION:**

DES FILLES GUARANI DANS UNE RIVIÈRE

DES OUVRIERS GUARANI DANS LA FERME §3. Ines est une Guarani et son peuple a toujours vécu dans les forêts subtropicales de ce coin isolé du sud de la Bolivie. Aujourd'hui, près de 2.000 familles vivent dans des grandes propriétés et larges domaines en esclavage semi-féodal et en servitude financière. Ce système remonte aux temps coloniaux. (17")

## MIRIAM CAMPOS (en espagnol):

MIRIAM CAMPOS À L'ÉCRAN

« C'est une forme d'exploitation et de domination très subtile. » (4")

#### **NARRATION:**

MIRIAM AVEC DES GUARANI / VILLAGEOIS GUARANI

§4. Miriam Campos est une avocate du Ministère de la justice du Gouvernement bolivien et elle défend les droits des Guarani à obtenir des meilleurs salaires et conditions de vie. (8")

## MIRIAM CAMPOS À L'ÉCRAN

# MIRIAM CAMPOS (en espagnol):

« Les gens vivent dans des conditions vraiment misérables et nous constatons qu'ils ont perdu leur amour-propre. » (6.5")

#### **NARRATION:**

MIRIAM CAMPOS ET DES GUARANI

DES OUVRIERS GUARANI / DES ENFANTS ET DES OUVRIÈRES §5. Être payé pour son travail est une condition de l'amour-propre. À cause de la pression exercée par des gens comme Miriam, le système commence à changer et certains ouvriers ont même reçu des sommes rétroactives pour leurs années de travail. Mais Miriam a aussi trouvé des enfants qui travaillent dans les fermes pour 30 cents par jour seulement. Des femmes y travaillent pour moins d'un dollar et certaines personnes ne reçoivent rien du tout. (22")

FERMES PRIVÉES

§6. L'an dernier, le gouvernement bolivien a passé une nouvelle loi contentieuse de redistribution des terres. Certaines parties des terres en propriété privée peuvent désormais être rendues aux Guarani s'il est possible de prouver que les ouvriers y sont exploités. Le problème de la propriété foncière déchire le pays car les propriétaires fonciers demandent l'égalité des droits pour les terres où ils sont nés eux-aussi. (19")

ROMAN REYNAGA MARCHE / À CHEVAL §7. Roman Reynaga est né ici et il est maintenant le propriétaire de la ferme où lnes vit avec sa famille. Roman dément avoir jamais exploité ses ouvriers. (8")

#### ROMAN REYNAGA (en espagnol):

ROMAN REYNAGA À L'ÉCRAN

« Si j'avais été un mauvais patron qui exploitait ses ouvriers, personne ne serait resté travailler ici. Ils seraient tous partis! » (8.5")

## NARRATION:

FILMS D'ARCHIVES DE
BATAILLES ENTRE LES
PROPRIÉTAIRES FONCIERS, LES
GUARANI ET LES AUTORITÉS
(MARS 2008)

§8. Certains propriétaires de grandes fermes sont devenus leurs propres justiciers en employant des voyous qui gardent les inspecteurs fonciers loin de leurs propriétés – ce qui arrête le processus de redistribution des terres. Les confrontations peuvent être violentes. (11.5")

ADOPTION DE LA DÉCLARATION AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME À GENÈVE §9. L'an dernier, une Déclaration sur les droits des populations autochtones a été adoptée par les Nations Unies. Elle fait appel aux droits de l'homme de base ainsi qu'aux libertés fondamentales des peuples autochtones au respect. Elle leur reconnait aussi le droit à la propriété des terres comme nécessaire à leur survie. (14.5")

LE VILLAGE D'ITAKISE – DES HOMMES CONSTRUISENT UNE ÉCOLE §10. Certains Guarani ont récemment reçu des terres à exploiter pour la première fois de leur vie. Au fin fond de la forêt bolivienne, un groupe de 22 familles Guarani construit un nouveau village sur des terres qui étaient autrefois en propriété privée. (13")

PAULINA SERT À MANGER À SES ENFANTS AU DEHORS DE SON ABRI §11. Paulina, son mari et ses cinq enfants ont quitté leur maison dans la ferme il y a 10 mois pour vivre sous cette couverture de plastique. Malgré les difficultés qu'ils doivent endurer, elle est contente de sa nouvelle liberté et du fait que ses enfants peuvent désormais aller à l'école.

(13.5")

## PAULINA MOLINO À L'ÉCRAN

## PAULINA MOLINO (en espagnol):

« Je dis à mes enfants que, malgré tout, ils doivent étudier pour que, quand nous serons morts, ils ne retombent pas dans les mains du patron. » (7")

#### **NARRATION:**

# DES ENFANTS GUARANI À L'ÉCOLE

§12. Pour la première fois depuis des siècles, la possibilité d'une vie meilleure se fait tangible pour les Guarani. Mais ils ne sont pas les seuls à prétendre à la propriété foncière. (8")

## **ROMAN REYNAGA (en espagnol):**

# ROMAN REYNAGA À CHEVAL / À L'ÉCRAN

« Nous sommes tous Boliviens. Nous méritons tous ces terres où nous vivons. Moi aussi, je suis né ici. Nous devons trouver une solution pour travailler tous ensemble. » (9")

#### **NARRATION:**

MONTAGNES /
FEMME GUARANI /
ROMAN REYNAGA

§13. Comment les Boliviens arriveront à résoudre le problème de la division des terres sera la clé pour un avenir meilleur pour les Guarani ... et pour leurs anciens patrons. (7.5")

LOGO DE L'ONU

§14. Ce reportage a été préparé par Gill Fickling pour les Nations Unies. (4")